



KPMG SA
5 avenue de Dubna
BP 60260
14209 Hérouville St Clair

Association ORS-CREAI Normandie

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022
Association ORS-CREAI Normandie
3 Place Europe - 14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
5 avenue de Dubna
BP 60260
14209 Hérouville St Clair

ORS-CREAI Normandie

3 Place Europe - 14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

À l'Assemblée Générale de l'association ORS-CREAI Normandie,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ORS-CREAI Normandie relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Hérouville St Clair, le 19 juin 2023

KPMG SA


Thierry CHAMPION
Associé

BILAN ASSOCIATIONS ET FONDATIONS

ANC 2018-06 et ANC 2019-04

Dossier : CREAM - Association ORS-CREAM Normandie

En Euro
(Provisoire)

Compensation sur comptes individuels

ACTIF	Exercice N 01/2022 - 12/2022			Exercice N - 1
	BRUT	Amortissements et dépréciations	NET	01/2021 - 12/2021
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	21 135,00	6 587,08	14 547,92	14 970,62
Immobilisations corporelles				
Constructions	1 090 313,38	523 261,52	567 051,86	586 689,65
Autres immobilisations corporelles	69 946,96	61 871,43	8 075,53	4 008,16
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	2 114,55		2 114,55	2 114,55
Autres immobilisations financières	7 322,94		7 322,94	8 951,36
ACTIF IMMOBILISE - Total I	1 190 832,83	591 720,03	599 112,80	616 734,34
ACTIF CIRCULANT				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	48 257,60		48 257,60	50 646,42
Autres créances	229 081,03		229 081,03	67 167,17
Disponibilités	329 494,82		329 494,82	465 350,27
Charges constatées d'avance	13 132,53		13 132,53	5 629,70
ACTIF CIRCULANT - Total II	619 965,98		619 965,98	588 793,56
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 810 798,81	591 720,03	1 219 078,78	1 205 527,90

BILAN ASSOCIATIONS ET FONDATIONS

ANC 2018-06 et ANC 2019-04

Dossier : CREAM - Association ORS-CREAM Normandie

En Euro
(Provisoire)

Compensation sur comptes individuels

PASSIF	Exercice N 01/2022 - 12/2022	Exercice N - 1 01/2021 - 12/2021
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres complémentaires	475 450,47	475 450,47
Ecart de réévaluation	120 212,80	123 607,04
Réserves		
Réserves pour projet de l'entité	158 885,79	155 491,55
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	158 885,79	155 491,55
Report à nouveau	(228 088,17)	(263 944,35)
Excédent ou déficit de l'exercice	15 675,12	35 856,18
Situation nette (sous total)	542 136,01	526 460,89
Subventions d'investissement	63 476,62	65 321,09
FONDS ASSOCIATIFS - Total I	605 612,63	591 781,98
FONDS REPORTEES ET DEBIES		
Fonds dédiés	54 200,00	78 000,00
FONDS REPORTEES ET DEBIES - Total II	54 200,00	78 000,00
PROVISIONS		
Provisions pour charges	86 125,28	69 253,78
PROVISIONS - Total III	86 125,28	69 253,78
DETTES		
Emprunts et dettes auprès établissement de crédit	203 003,81	247 004,38
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	39 552,85	20 428,69
Dettes fiscales et sociales	220 984,21	192 359,07
Produits constatés d'avance	9 600,00	6 700,00
DETTES - Total IV	473 140,87	466 492,14
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 219 078,78	1 205 527,90
(1) ACTIF - Fonds commercial : Dont droit au bail	0,00	0,00
(2) ACTIF - Immobilisations financières : Dont à moins d'un an (brut)	0,00	0,00
(3) ACTIF - Créances : Dont à plus d'un an (brut)	0,00	0,00
(4) PASSIF - Dettes : Dont à plus d'un an	0,00	0,00
Dont à moins d'un an	0,00	0,00
(5) PASSIF - Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	0,00	0,00
(6) PASSIF - Dont emprunts participatifs	0,00	0,00

COMPTE DE RESULTAT

ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2018-06 et ANC 2019-04

En Euro

Dossier : CREAI - Association ORS-CREAI Normandie

(Provisoire)

	Exercice N 01/2022 - 12/2022	Exercice N - 1 01/2021 - 12/2021
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 875	2 090
Ventes de biens et services		
Ventes de prestations de services	186 959	179 799
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	679 730	697 881
Contributions financières	29 003	36 087
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	4 633	3 576
Utilisations des fonds dédiés	73 200	49 500
Autres produits	63 458	55 710
Total I	1 038 858	1 024 644
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	146 821	112 956
Impôts, taxes et versements assimilés	49 253	54 869
Salaires et traitements	513 127	484 134
Charges Sociales	211 125	200 427
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	40 292	39 064
Reports en fonds dédiés	49 400	78 000
Autres charges	7 583	5 921
Total II	1 017 601	975 372
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	21 256	49 272
PRODUITS FINANCIERS		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	9	9
Autres intérêts et produits assimilés	1 079	467
Total III	1 089	476
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	8 199	9 978
Total IV	8 199	9 978
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	(7 111)	(9 502)
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	14 146	39 769
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations en capital	1 990	1 844
Total V	1 990	1 844
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	460	5 434
Sur opérations en capital		323
Total VI	460	5 758
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	1 530	(3 913)
Total des produits (I+III+V)	1 041 936	1 026 964
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 026 261	991 108
EXCEDENT OU DEFICIT	15 675	35 856



Association
ORS-CREAI
Normandie

ASSOCIATION ORS-CREAI NORMANDIE

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31.12.22

Montants exprimés en EUR

Ce rapport contient 12 pages

Association ORS-CREAI Normandie 31.12.22

Table des matières

1. *Objet social*

2. *Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées*

3. *Faits majeurs*

3.1. Evènements principaux de l'exercice

3.2. Principes, règles et méthodes comptables

3.2.1. Principes généraux

3.2.2. Principales méthodes comptables

4. *Informations relatives au bilan*

4.1. Actif

4.1.1. Immobilisé

4.1.1.1. Règles

4.1.1.2. Immobilisations

4.1.1.3. Amortissements

4.1.2. Créances

4.1.3. Charges constatées d'avance

4.2. Passif

4.2.1. Capitaux propres

4.2.1.1. Subvention d'investissement

4.2.1.2. Apports sans droit de reprise

4.2.1.3. Ecart de réévaluation

4.2.1.4. Réserves

4.2.2. Fonds dédiés

4.2.3. Provisions pour risques et charges

4.2.3.1. Engagement retraite

4.2.4. Dettes

4.2.4.1. Emprunts

4.2.4.2. Dettes fournisseurs, fiscales et sociales

4.2.5. Produits constatés d'avance

5. *Informations relatives au compte de résultat*

5.1. Transfert de charge

6. *Autres informations*

6.1. Honoraires des commissaires aux comptes :

7. *Ressources humaines*

7.1. Effectif

I. Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts de l'association. Cette dernière poursuit un objectif d'intérêt général et « se donne pour objet de :

- 1) Favoriser l'organisation de la réflexion et de la concertation entre tous les acteurs œuvrant dans les secteurs de l'action sociale, médicosociale et de la santé en Normandie. L'association peut à ce titre porter tout dispositif favorisant la coordination de ces mêmes acteurs, leur mise en réseau notamment par la capitalisation et la diffusion de leurs travaux (études, expériences de terrain, bonnes pratiques...).*
- 2) Procéder, participer et valoriser des travaux d'observation, d'études, d'évaluation et de recherche pluridisciplinaires sur la situation sociale et sanitaire (santé et ses déterminants) de la population dans son ensemble et en particulier des personnes en situation de vulnérabilité (situation de handicap, dépendance, mineurs ou majeurs sous protection...). L'association est un lieu indépendant de repérage et d'analyse des besoins sociaux, médico-sociaux et sanitaires, et d'étude des réponses à y apporter.*
- 3) Assurer une fonction d'expertise, d'aide méthodologique, de soutien à la montée en compétences, de conseil et d'appui. Ces missions sont menées dans une perspective d'éclairage et d'aide à la décision pour les responsables des politiques publiques, les gestionnaires d'établissements et services sociaux, médicosociaux et de santé. Plus largement, elles s'exercent auprès de tout professionnel des champs social, médico-social et sanitaire, ainsi qu'auprès des usagers notamment organisés en association.*

Elle peut mettre à disposition ses locaux au profit d'autres structures associatives de manière exceptionnelle et temporaire. »

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixés différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2. Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Production et partage des connaissances sur les besoins des populations et les réponses existantes sur le territoire normand (études, publications thématiques...)
- Mise en réseau et en coopération des acteurs (groupes de travail en approche métier ou thématique, séminaires d'échanges)
- Appui, conseils et soutien à la montée en compétences des acteurs (missions techniques, formations)

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

- Activité de production et de partage des connaissances : cette activité s'est exercée auprès de tous les acteurs œuvrant dans les secteurs de l'action sociale, médicosociale, de la santé et de la politique de la ville en Normandie.
- Activité de mise en réseau et en coopération : cette activité s'est exercée auprès des acteurs œuvrant dans les secteurs de l'action sociale, médicosociale, de la santé et de la politique de la ville en Normandie.
- Activité d'appui, de conseils et de soutien à la montée en compétences : auprès des acteurs œuvrant dans les secteurs de l'action sociale, médicosociale, de la santé et de la politique de la ville en Normandie.

3. Faits majeurs

3.1. Evènements principaux de l'exercice

Les faits significatifs survenus au cours de l'exercice sont les suivants :

- Augmentation significative des arrêts maladie de longue durée dont un lié à une maladie professionnelle

3.2. Principes, règles et méthodes comptables-

3.2.1. Principes généraux

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC n°2018-06 et 2019-04 et ses règlements modificatifs, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément au règlement n°2018-06 et 2019-04.

Changement de méthode comptable

Il n'y a pas eu de changements de méthode comptable sur l'exercice.

3.2.2. Principales méthodes comptables

En ce qui concerne l'application des règlements relatifs aux actifs, amortissements et dépréciations, il n'a pas été détecté de composants significatifs ou de composants pouvant avoir un impact significatif.

Les composants sont significatifs s'ils remplissent les deux conditions suivantes :

- Leur valeur est importante par rapport à l'actif principal,
- Leur durée de vie diffère de façon importante avec celle de l'actif principal.

4. Informations relatives au bilan

4.1. Actif

4.1.1. Immobilisé

4.1.1.1. Règles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

En outre, peuvent sur option être incorporés au coût d'entrée :

- Les droits de mutations, honoraires ou commission et frais d'actes
- Les intérêts des emprunts spécifiques à la production ou à l'acquisition d'immobilisations.

Il est précisé que cette option n'a pas été retenue.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

4.1.1.2. Immobilisations

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	1 à 5 ans
Frais d'établissement	Linéaire	10 à 50 ans
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Matériel et outillage	Linéaire	2 à 5 ans
Installations générales	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	2 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	1 à 5 ans

Immobilisations	Immobilisations au 1er Janvier 2021	Acquisitions de l'Exercice 2022	Diminut. Résultant des Sorties Exercice 2022	Immobilisations au au 31 Décembre 2022
-----------------	---	------------------------------------	---	--

Immobilisations incorporelles				
201 Frais d'établissement	21 135			21 135
203 Frais de recherche et de développement				
205 Concessions et droits similaires, Brevets, lic., marques et procédés, droits et val. sim.				
206 Droit au bail				
208 Autres immobilisations incorporelles				

Immobilisations corporelles				
211 Terrains				
212 Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure				
213 Constructions sur sol propre	1 090 313			1 090 313
214 Constructions sur sol d'autrui				
215 Installations, matériel et outillage techniques				
218 Autres immobilisations corporelles	62 520	7 427		69 947
Dont Mobilier (2184)	25 283			25 283
Dont Matériel de bureau (2183)	37 236	7 427		44 663

TOTAL GENERAL	1 173 968	7 427		1 181 395
----------------------	------------------	--------------	--	------------------

4.1.1.3. Amortissements

Amortissements	Amortissements cumulés 2021	Dotations de l'Exercice 2022	Diminut. Résultant des Sorties Exercice 2022	Amortissements Cumulés 2022
Amortissements des immobilisations incorporelles				
2801 - Frais d'établissement	6 164	423		6 587
2803 - Frais de recherche et de développement				
2805 - Concessions et droits similaires, Brevets, lic., marques et procédés, droits et val. sim.				
2806 - Droit au bail				
2807 - Fonds commercial (établissements privés)				
2808 - Autres immobilisations incorporelles				
Amortissements des immobilisations corporelles				
2811 - Terrains				
2812 - Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure				
2813 - Constructions sur sol propre	503 624	19638	0	523 262
2814 - Constructions sur sol d'autrui				
2815 - Installations, matériel et outillage techniques				
2818 - Autres immobilisations corporelles	58 511	3 360	0	61 871
28182 - dont matériel de transport				
28183 - dont matériel de bureau	25 283			25 283
- dont matériel informatique	33 228	3 360		36 588
TOTAL GENERAL	568 300	23 421		591 720

4.1.2. Créances

Libellé	Montant brut 2022
CREANCES	
Créances de l'actif immobilisé :	
Créances rattachées à des participations	2 115
Prêts	
Autres immobilisations financières	7 323
Créances de l'actif circulant :	
Créances clients et comptes rattachés	48 258
Autres créances clients	
Personnel et comptes rattachés	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5 281
Etat et autres collectivités publiques	223 800
Autres	
Charges constatées d'avance	13 133
TOTAL CREANCES	299 909

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Créances de l'actif immobilisé :

Les créances rattachées à des participations correspondent à l'emprunt contracté auprès du crédit coopératif. Les autres immobilisations financières sont des cautions liées au crédit coopératif et les intérêts de la carte TOTAL.

Créances de l'actif circulant :

Le montant des créances clients et comptes rattachés total s'élèvent à 20 307,60€ de factures clients auquel s'ajoutent les factures à établir pour un montant de 27 950,00€.

Les créances de sécurité sociale et autres organismes sociaux sont des indemnités journalières à recevoir de la CPAM pour 4 978,21€ et de l'organisme de prévoyance CHORUM pour 303,00€.

En ce qui concerne l'Etat et autres collectivités publiques, les 60 000,00€ correspondent au solde de la subvention du Conseil Régional versée au cours du 1^{er} semestre N+1 ainsi que la subvention ARS pour le volet médico-social pour 163 800,00€.

4.1.3. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance correspondent à des factures diverses d'exploitation pour un montant total de 13 123,53 €.

4.2. Passif

4.2.1. Capitaux propres

Capitaux propres	Montant net 31/12/2021	Augmentations 2022	Diminutions 2022	Montant net 31/12/2022
FONDS PROPRES				
Fonds associatifs sans droit de reprise	475 450			475 450
Ecart de réévaluation				
Réserves	155 492	3 394		158 886
Report à nouveau	-263 944	59 800	23 944	-228 088
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	35 856			16 295
25				
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS				
Fonds associatifs avec droit de reprise :				
Apports				
Legs et donations				
Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs				
Résultat sous contrôle de tiers financeurs				
Ecart de réévaluation	123 607		3 394	120 213
Subventions d'investissement sur biens renouvelables	65 321		1 844	63 477
Provisions réglementées				
TOTAL GENERAL	591 782	63 194	29 182	606 233

4.2.1.1. Subvention d'investissement

La Région a accordé au CREAL une subvention d'investissement de 131.740 euros en 2007 pour financer l'acquisition de l'immeuble Robert Schuman à Hérouville-Saint-Clair (valeur de 651 k€). Comptablement cette subvention d'investissement est rapportée au résultat linéairement sur une durée de 50 ans tandis que les bâtiments sont amortis de la manière suivante :

- Gros œuvre pour 456 K€ amortis sur 50 ans en mode linéaire ;
- Autres composants de l'immeuble amortis sur 10 ans en mode linéaire.

4.2.1.2. Apports sans droit de reprise

Apport de l'ORS et du Groupement : 101 613 €
Apport du CREAL : 373 837 €

4.2.1.3. Ecart de réévaluation

Lors de la fusion-absorption, le patrimoine de l'ORS a été comptabilisé selon sa valeur réelle à la date de la fusion. La valeur de l'immeuble ORS a été estimée par le notaire à 310.000 euros contre une valeur nette comptable au 31/12/2016 de 172.816 euros. La réévaluation de cet immeuble a été enregistrée au 1^{er} janvier 2017 pour une valeur de 137.184 euros.

4.2.1.4. Réserves

Capitaux propres	Montant net 31/12/2021	Augmentations 2022	Diminutions 2022	Montant net 31/12/2022
Réserves affectées à l'investissement				
Réserves de trésorerie				
Réserves de compensation des déficits d'exploitation				
Réserves de compensation des charges d'amortissement	0	0	0	0
Autres réserves	155 491	3 394		158 886
TOTAL RESERVES	155 491	3 394		158 886

4.2.2. Fonds dédiés

PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Montant à la fin de l'exercice
ARS – Exploitation de l'enquête ES	7.200		7.200		0.00
ARS – Plateforme NEO	1.200		1.200		0.00
ARS – Santé des jeunes – Tableau de bord régional	1.200		1.200		0.00
ARS – Répit	18.000		18.000		0.00
ARS – Participation des personnes accompagnées	7.200		4.800	2.400	2.400
ARS – Espace collaboratif : contenus du site internet	1.200		1.200		
ARS – Journée promotion santé et handicap	6.000	1.200	4.800	1.200	1.200
ARS – Appui action sociale et médico- sociale	3.600		3.600		0.00
ARS – Accompagnement santé handicap APF Evreux	2.400		2.400		2.400
ARS- Santé sexuelle	2.400	3.600	1.200	1.200	3.600
ARS – Convention coopération psy	9.000	15.000	9.000		15.000
ARS – Autre chantier schéma mandataire	2.400		2.400		0.00
DDETS Manche – Journée conseils citoyens 50	4.300		4.300		0.00
DDETS Eure – Animation départementale évaluation	9.500		9.500		0.00
DDCS 76 – Rendez-vous de la santé	2.400		2.400		0.00
DREETS – Professionnalisation des adultes relais		4.400			4.400
ARS – Formation méthodologique promotion santé handicap		9.600			9.600
ARS – Etat de santé des personnes en situation de handicap		6.000			6.000
ARS- Contribution au travaux préparatoires du PRSE4		9.600			9.600
Total	78.000	49.400	73.200	4.800	54.200

4.2.3. Provisions pour risques et charges

4.2.3.1. Engagement retraite

En application à la convention collective en vigueur, l'association est tenue de verser à tout salarié partant en retraite, une indemnité de départ calculée en fonction de son ancienneté.

Après 10 ans	1 mois
Après 15 ans	3 mois
Après 25 ans	6 mois

Provisions pour risques et charges

Provisions pour risques et charges	Montant au 31/12/2021	Augmentations 2022	Diminutions 2022	Montants au 31/12/2022
------------------------------------	-----------------------	--------------------	------------------	------------------------

Provisions pour risques et charges				
151 - Provisions pour risques				
153 - Provisions pour pensions et obligations similaires (retraite...)				
155 - Provisions pour impôts (établissements privés)				
157 - Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices				
158 - Autres provisions pour charges				
	69 254	16 872		86 125

TOTAL GENERAL	69 254	16 872		86 125
----------------------	---------------	---------------	--	---------------

La méthode utilisée est basée sur l'indemnité réellement due au moment du départ à la retraite de chacun des salariés (62 ans), proratisée par le nombre d'années restant à effectuer.

L'évaluation de ces engagements a été effectuée à la date de clôture selon la méthode retrospective en droits proratisés temporis et selon les hypothèses suivantes :

Age estimé de départ volontaire à la retraite	62 ans
Taux de charges sociales	51.5%

4.2.4. Dettes

4.2.4.1. Emprunts

Libellé emprunt	Date	Durée	Montant initial	Capital début	Remb. Capital	Capital fin	- 1 An	entre 1 et 5 Ans	+ 5 Ans
Emprunt CREAL	25/01/2007	258M	369 305	232 411	30 802	201 608	31 989	140 771	28 848
Emprunt ORS	19/01/2007	186M	96 105	12 856	12 856	0	0		0

4.2.4.2. Dettes fournisseurs, fiscales et sociales

Libellé	Montant brut 2022
DETTES	
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	203 004
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	39 553
Personnel et comptes rattachés	116 016
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	93 203
Etat et autres collectivités publiques	11 766
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
Produits constatés d'avance	9 600
TOTAL DETTES	473 141

Dettes fournisseurs et comptes rattachés :

- Factures fournisseurs 23 357,41 €
- Factures non parvenues : 16 195,44 €

Personnel et comptes rattachés :

- Budget fonctionnement CSE : 2 795,27 €
- Provision pour congés payés : 113 220,24 €

Sécurité sociale et autres organismes sociaux :

- URSSAF : 18 150,79€
- Mutuelle : 2 838,20 €
- Mutuelle ayants-droits : 290,01€
- Prévoyance : 3 097,04€
- Retraite : 4 291,53€
- Charges sur congés payés : 64 535,54€

Ces dettes correspondent à des charges du mois de décembre 2022 prélevés en janvier 2023 par le biais de la DSN auxquelles s'ajoutent les charges sur provision pour congés payés pour 64 535,54 €.

Etat et autres collectivités publiques :

- Prélèvement à la source décembre 2022 : 922,00€
- Taxe sur salaires du 4^e trimestre 2022 : 7 278,00€
- Participation de l'employeur à la formation continue : 3 565,59€

4.2.5. Produits constatés d'avance

Libellé	Exploitation
Centre intercommunal action sociale de Vernon – Diagnostic addiction	4.800
CCAS Evreux – Qualité de vie au travail	4.800
Total	9.600

5. Informations relatives au compte de résultat

5.1. Transfert de charge

Libellé	Montant
Formations	4.633
Indemnités journalières sécurité sociale, prévoyance	
Divers	
Total	4.633

6. Autres informations

6.1. Honoraires des commissaires aux comptes :

Libellé	Montant
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	5.224
Total	5.224

7. Ressources humaines

7.1. Effectif

L'effectif moyen de l'association ORS-CREAI Normandie était de 12.78 au 31/12/2021 et de 14.91 au 31/12/2022.